

LES SEPT PETITS COCHONS

Fable urbaine véridique et sans morale

Chacun sait, ou devrait savoir, que les politiques dites « sécuritaires » – devenues, depuis les attentats du 11 septembre 2001, *la seule manière de gouverner* – sont indissociables d'une inflation illimitée du mensonge d'État. Partout la police justifie l'inquiétante augmentation de ses effectifs, de ses pouvoirs et de ses moyens par la mise en scène médiatique de la prétendue « barbarie » de ceux qu'elle est censée mater. On transforme ainsi une baston entre lycéens en « pogrome anti-Blancs », ou une vague d'émeutes spontanées en complot islamo-mafieux, quand on ne fabrique pas de toutes pièces, sur la base de faux témoignages ou d'aveux extorqués, une agression antisémite dans le RER ou une « cellule terroriste islamiste ». L'actualité nous fournit un nouvel exemple de ce genre de manipulation médiatique, dans la cité des Musiciens aux Mureaux, par ailleurs « ville-pilote » de la répression.

Dimanche 1^{er} octobre 2006, un automobiliste en défaut d'assurance qui fuit un contrôle routier finit sa course dans un véhicule de police disposé en barrage. Bien qu'il soit le seul vraiment amoché dans l'accident, il est brutalement jeté hors de sa voiture par la police, ce qui provoque une légitime indignation parmi les badauds. Quand on leur demande d'appeler une ambulance les flics répondent par les gaz lacrymo : cela déclenche la colère d'une quinzaine de jeunes qui, armés de quelques pierres et de beaucoup d'audace, parviennent à libérer le blessé promis au passage à tabac. Les sept flics, contusionnés et paniqués, s'enfuient sous les huées en abandonnant sur le terrain une voiture, qui est incendiée après que les jeunes y ont récupéré un flash-ball et deux radios de police. Le tout ne dure que quelques minutes.

Les autorités, ne pouvant évidemment reconnaître officiellement que deux patrouilles de police ont été ridiculisées et humiliées par une poignée de jeunes rebelles, tentent d'accréditer l'idée d'une véritable émeute préméditée, en gonflant démesurément les faits et les chiffres : les sept flics auraient été « agressés » et même « menacés de mort » par « 130 » (selon le parquet de Versailles) à « 250 personnes » (selon la police) armées de « manches de pioche » et de « boucliers artisanaux ». Cette grossière déformation des faits serait presque comique si elle n'avait pour but de justifier, trois jours plus tard, une rafle de représailles dans la cité : le mercredi à 6 heures du matin, plusieurs centaines de flics perquisitionnent au hasard, deux heures durant, les appartements des habitants, à la traque de prétendus « meneurs ». Comme d'habitude, ces intrusions donnent lieu à des brutalités policières, notamment à l'encontre de femmes et d'enfants. On ne peut dire que l'opération soit une surprise, bien au contraire : de nombreux habitants ont, en prévision, laissé leur porte d'entrée entrouverte, frustrant ainsi les flics d'une de leurs activités favorites, le défonçage de portes. Une seule personne est embarquée, dont le tort est d'être le frère de l'automobiliste en fuite. (Le lendemain une autre personne,

qui a protégé l'un des sept flics, connu pour être moins salaud que ses collègues, se livrera à la police.) L'opération est en effet d'abord *une punition collective*, destinée à faire pression sur les jeunes révoltés en terrorisant leurs familles. Mais le ministère de l'intérieur, qui prend sa fonction éducative très au sérieux, veut aussi *faire un exemple*, réaffirmer bruyamment à la une des médias « l'autorité de l'État », c'est-à-dire l'arbitraire de la police : et dans ce but une brigade spéciale composée d'une trentaine de journalistes est conviée à filmer la curée. C'est cette obscénité « spectaculaire », évidente signature du nabot hystérique qui cherche à en tirer profit – mais non le scandale des violences policières quotidiennes –, qui suscite quelques communiqués indignés de la part du Parti Socialiste, qui évoque un « show médiatico-policier », du Syndicat de la Magistrature, qui dénonce une « opération de police-spectacle », et même du Syndicat National des Journalistes, qui s'inquiète des effets de la « médiatisation à outrance » !

L'opération des Mureaux répète, à peu de chose près, ce qui s'est passé à la cité des Tarterêts de Corbeil-Essonnes, après cet autre prétendu « guet-apens » dont auraient été victimes deux CRS le 19 septembre dernier. Confronté à une révolte croissante contre les brutalités policières, les délits de sale gueule, les humiliations bureaucratiques, les injustices des tribunaux, etc., etc., l'État voudrait faire croire qu'il n'est menacé que par une vaste et obscure conspiration des « barbares des cités », plus ou moins liée au « terrorisme international » et/ou aux « mafias de la drogue ». C'est un grand mérite des émeutiers de novembre 2005 que d'avoir ridiculisé publiquement ce délire paranoïde, en ayant rendu *la lutte des classes* à nouveau *visible*. Depuis la levée de l'état d'urgence, aux premiers jours de 2006, la confrontation entre les victimes du système et les milices sarkozystes a pris dans nos cités la forme d'une « insurrection rampante » : des manifs sauvages des lycéens du 93 pendant tout le mouvement « anti-CPE » aux récents incidents de Corbeil, des Mureaux, de Toulouse et de Vitrolles, en passant par les échauffourées qui ont suivi les quarts et demi-finales de la Coupe du monde de foot, il est clair que les jeunes des cités sont seuls à affronter radicalement l'évidente montée en puissance de la terreur policière. Il aura fallu beaucoup de temps, souvent jusqu'au mouvement « anti-CPE », pour que ceux qui prétendent s'intéresser à la question sociale osent exprimer leur solidarité envers les émeutiers de novembre. Aujourd'hui les jeunes rebelles des Musiciens, des Tarterêts et d'ailleurs sont à nouveau menacés de lourdes sanctions, pour les mêmes faits de résistance à l'oppression : faudra-t-il autant de temps pour que la solidarité se manifeste en leur faveur ?

Vendredi 13 octobre 2006
Éditions Antisociales